

**ROYAUME DU MAROC**  
**AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU**



**Appel d'offres ouvert N° 53/2021/ABHS**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

**Maintenance préventive et curative des équipements de télémessure  
hydro-climatologique dans le bassin de Sebou**

**Marché reconductible**

## Table des matières

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES .....	3
CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES .....	5
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE .....	5
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DU MARCHE .....	5
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	6
ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE .....	6
ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE .....	6
ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE .....	7
ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE.....	7
ARTICLE 8 : NANTISSEMENT .....	7
ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE .....	7
ARTICLE 10 : DUREE DU MARCHE.....	8
ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX.....	8
ARTICLE 12 : REVISION DES PRIX : .....	8
ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE .....	8
ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF .....	9
ARTICLE 15: RETENUE DE GARANTIE .....	9
ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE .....	9
ARTICLE 17 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT .....	9
ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT .....	9
ARTICLE 19 : PENALITES POUR RETARD .....	9
ARTICLE 20 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC.....	10
ARTICLE 21 : RECEPTION DEFINITIVE .....	10
ARTICLE 22 : RESILIATION DU MARCHE .....	10
ARTICLE 23 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION .....	10
ARTICLE 24 : MESURES DE SECURITE.....	10
ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	10
ARTICLE 26 : FORCE MAJEURE .....	10
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	12
ARTICLE 27 : DEFINITION DE LA MAINTENANCE.....	12
ARTICLE 28 : DEFINITION D'UNE PANNE .....	12
ARTICLE 29 : RECEPTION DU RETABLISSEMENT D'UNE PANNE.....	12
ARTICLE 30 : MAINTENANCE PREVENTIVE .....	12
ARTICLE 31 : MAINTENANCE CURATIVE.....	13
ARTICLE 32 : RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE .....	14
ARTICLE 33 : DELAIS D'INTERVENTION .....	14
ARTICLE 34 : DEFINITION DES PRIX.....	14
ARTICLE 35 : MONTANT DU MARCHE.....	15
ARTICLE 36 : BORDEREAU DES PRIX- DETAIL ESTIMATIF.....	16

## **PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

Marché passé par appel d'offres ouvert en application des articles 7 et 16 du décret n°2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

### **ENTRE**

L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou, créée par le décret n° 2-00-477 du 17 Châabane 1421 (14 Novembre 2000). Représentée par son Directeur, et désignée ci-après par le Maître d'Ouvrage (M.O) ou ABHS

### **D'UNE PART**

#### **ET**

### **1. Cas d'une personne morale**

M..... qualité .....  
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.  
Au capital social..... Patente n° .....  
Registre de commerce de ..... Sous le n° .....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*) ..... ouvert auprès de.....  
Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

### **D'AUTRE PART**

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

## 2. Cas de personne physique

M.....  
Agissant en son nom et pour son propre compte.  
Registre de commerce de ..... Sous le n° .....  
Patente n° ..... Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*) .....  
ouvert auprès de .....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

**D'AUTRE PART**

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

## 3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention  
..... (*Les références de la convention*) :

### - Membre 1 :

M. .... qualité .....  
Agissant au nom et pour le compte de ..... en vertu des  
pouvoirs qui lui sont conférés.  
Au capital social..... Patente n° .....  
Registre de commerce de..... Sous le n° .....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*).....  
Ouvert auprès de.....

- Membre 2 : .....  
(*Servir les renseignements le concernant*)

- .....

- Membre n : .....

Nous nous obligeons (*conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement*) ayant M..... (*Prénom, nom et qualité*) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution de l'étude, ayant un compte bancaire commun sous n° (*RIB sur 24 positions*)..... ouvert auprès.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

**D'AUTRE PART**

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

## **CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

### **ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ**

L'objet du marché issu du présent appel d'offres est la passation d'un marché reconductible pour la maintenance préventive et curative des équipements de télémessure hydro-climatologique dans le bassin de Sebou.

### **ARTICLE 2 : CONSISTANCE DU MARCHÉ**

Les prestations objet du marché issu du présent appel d'offres concernent la maintenance et l'entretien des équipements de télémessure faisant partie du système de suivi des ressources en eau dans le bassin de Sebou.

Le prestataire doit exécuter suivant les exigences la réparation, l'entretien des équipements qui lui seront confiés, énumérés comme suit :

<b>N0</b>	<b>Description du matériel</b>	<b>Quantité</b>
<b>1</b>	Unité d'acquisition (Datalogger) marque Sutron, Modèle Data Recorder 8310	<b>03</b>
<b>2</b>	modem GSM/4G avec antenne Marque TELTONIKA Modele RUT955	<b>03</b>
<b>3</b>	Capteur de mesure de niveau de Marque Vega modèle VegaPlus 61 ( y compris les câbles, et ses accessoires)	<b>02</b>
<b>4</b>	Sonde de niveau VegasWell 52 ( y compris les câbles, et ses accessoires)	<b>01</b>
<b>5</b>	Modem Radio VHF Racom Ripex (y compris ses accessoires, antenne, câble..etc)	<b>15</b>
<b>6</b>	Régulateur de tension de marque Victron Energy de type BlueSolar	<b>15</b>
<b>7</b>	Pluviomètre automatique de type SUTRON (y compris l'abri de protection)	<b>03</b>
<b>8</b>	Batterie 12V et 55Ah, panneau solaire photovoltaïque monocristalline de 12V et de puissance de 50 W,(y compris leurs accessoires)	<b>03</b>
<b>9</b>	Batterie 12V et 100Ah, panneau solaire photovoltaïque monocristalline de 12V et de puissance de 115 W/100W,(y compris leurs accessoires)	<b>15</b>
<b>10</b>	Pylône (y compris ses accessoires : balisage nocturne, paratonnerre, mise à la terre et l'abri de protection)	<b>03</b>

La liste de stations hydro-climatologiques concernées par le présent marché est donnée dans le tableau ci-après :

<b>Ordre</b>	<b>Nom de la station/relais/barrage</b>	<b>Coordonnées</b>	
		<b>X</b>	<b>Y</b>
1	Relais Taoufa	604 995	461 899
2	Relais Oudka	550 714	460 945
3	Relais El Hmam	471 070	303 656
4	Relais Ifrane	527 409	311 920
5	Barrage Ait Moulay Ahmed	491 065	305 799
6	Barrage Ettine	470 647	456 053
7	Barrage Michlifen	520 425	321 785
8	Barrage Bouhouda	575 660	445 903
9	Barrage Asfalou	610 780	448 734
10	Barrage Ouljet Soltane	454 965	340 040
11	Station Taghzout	575 143	454 592
12	Station El Malha	532 172	480 835
13	Station Kharrouba	496 662	458 151
14	Station Boured	617 590	458 859
15	Station Aguelmam Sidi Ali	537 814	275 991
16	Station Ait Aissa	530 743	285 281

17	Station Oued Ifrane	491 371	299 806
18	Station El Hmam	460 306	327 168

### **ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE**

Les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix formant -détail estimatif ;
4. L'offre technique
4. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Travaux.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus

### **ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE**

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

#### **A- Textes généraux**

- Le dahir n°1-03-195 du 16 Ramadan 1424 (11 novembre 2003) portant promulgation de la loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autre organismes.
- Le dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret 2-07-1235 du 5 Kaada 1429 (4 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Le décret 2-16-344 du 17 Chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêt moratoires relatif aux commandes publiques ;
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Code général des impôts ;
- L'arrêté portant organisation financière et comptable des agences des bassins hydrauliques n°2-1104/DE/SPC du 8 mars 2005 ;
- L'arrêté du chef du gouvernement n° 3-302-15 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'oeuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de signature du marché.

**Le prestataire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en**

**aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.**

## **ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ**

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le contrôleur d'Etat de l'ABHS.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

## **ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE**

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

## **ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE**

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au marché qui découlera du présent appel d'offres seront valablement adressées au domicile élu par le prestataire, sis.....Maroc.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

## **ARTICLE 8 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- 1°) la liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- 2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir du 28 août 1948, est Monsieur le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à le prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis au prestataire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE**

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ; - le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;

- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ; - le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ; - et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

## **ARTICLE 10 : DUREE DU MARCHE**

Le marché issu du présent appel d'offre sera conclu pour une période d'une année.

Ce marché sera reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de trois (3) années consécutives à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

La non-reconduction du marché reconductible sera prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant un préavis d'un (1) mois donné au prestataire par le maître d'ouvrage et de trois (3) mois donné au maître d'ouvrage par le prestataire et ce avant la fin de l'année en cours (à la date d'anniversaire).

La non-reconduction du marché donne lieu à la résiliation du marché.

## **ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX**

Le présent marché est à prix forfaitaires.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

## **ARTICLE 12 : REVISION DES PRIX :**

Par l'application de l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, Les prix du marché qui découlera de cet appel d'offres sont fermes et non révisables.

## **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielle toute information ou donnée ou élément de toute nature, relative à l'ABHS, qu'il a recueillie et qu'il a produite directement ou indirectement à l'occasion du marché. Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, données ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître et met en œuvre les moyens pour conserver la confidentialité de ceux-ci, et ce, pendant toute la durée du marché et après son achèvement. Il s'engage également à ne pas reproduire ou utiliser les informations confidentielles quelles qu'en soient leurs finalités.

Protection des données à caractère personnel : le titulaire est tenu au respect des règles de la loi 08-09 relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Le titulaire doit informer ses cotraitants ou sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et doit s'assurer du respect de ces obligations. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. A l'échéance du contrat, le Titulaire s'engage soit à détruire, soit à remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des données encore en sa possession.



## **ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF**

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 6 000 dirhams (six mille dirhams).

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché reconductible.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations.

## **ARTICLE 15: RETENUE DE GARANTIE**

Il ne sera pas procédé à une retenue de garantie.

## **ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE**

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des travaux, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux tel qu'il a été modifié et complété.

## **ARTICLE 17 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT**

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT**

Le marché qui découlera du présent appel d'offres sera consenti moyennant le paiement par le Maître d'Ouvrage du montant porté au bordereau des prix – détail estimatif.

La redevance due pour la maintenance curative (prix n°2) pour une fraction de mois est décomptée au prorata temporise sur une base mensuelle du nombre de jours du mois concerné.

Les décomptes sont trimestriels et payables à termes échu après certification du service fait.

Le maître d'ouvrage établit, à la fin de chaque année budgétaire et à la fin de la dernière période du marché reconductible, un décompte définitif à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la période considérée.

Le premier décompte couvrira la période allant de la date de commencement du service jusqu'à la fin du trimestre.

Le règlement des prestations objet du présent marché se fera sur des décomptes établis sur présentation des titres justificatifs des opérations effectuées conformément au bordereau des prix du présent marché.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte bancaire du prestataire n° : ..... ouvert auprès de .....

## **ARTICLE 19 : PENALITES POUR RETARD**

A défaut de respecter les délais prescrits dans l'article, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 2 ‰ (deux pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de sces pénalités ne libère en rien l'entrepreneur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché reconductible.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 70 du CCAG-Travaux.

## **ARTICLE 20 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC**

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

## **ARTICLE 21 : RECEPTION DEFINITIVE**

Conformément aux stipulations de l'article 68 du CCAG-Travaux, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le prestataire.

## **ARTICLE 22 : RESILIATION DU MARCHE**

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par les articles 28, 30, 43 à 48, 53, 60 et 70 du CCAG-Travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge de prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont l'entrepreneur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

## **ARTICLE 23 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

## **ARTICLE 24 : MESURES DE SECURITE**

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG-Travaux.

Il est à signaler que les prestations objet du marché issu du présent appel d'offres concernant des travaux qui s'exécutent généralement en hauteur ou dans des zones à haut risque de chute ce qui expose la vie des personnes y travaillant à des dangers. Aussi, le prestataire est sensé mettre à la disposition de son personnel tous les moyens nécessaires pour assurer leur protection et leur sécurité.

Le MO se réserve le droit d'arrêter les travaux si les mesures de sécurité ne sont pas prises par le prestataire.

## **ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

Si, en cours d'exécution du marché, des différends et litiges surviennent avec le prestataire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 71 et 72 du CCAG-Travaux.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents relevant de la ville de Fès.

## **ARTICLE 26 : FORCE MAJEURE**

Les cas de force majeure sont régis par les dispositions de l'article 43 du CCAG-T.

## ***CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES***

### **ARTICLE 27 : DEFINITION DE LA MAINTENANCE**

La maintenance vise à maintenir ou à rétablir l'état de fonctionnement normal des équipements et logiciels objet de ce marché issu du présent appel d'offres.

La maintenance regroupe les actions de réparation, de réglage, de révision, de contrôle et de vérification des équipements y compris le remplacement du matériel en panne ou détérioré et le rétablissement du fonctionnement normal des logiciels.

### **ARTICLE 28 : DEFINITION D'UNE PANNE**

Une panne ou anomalie du système est tout dysfonctionnement constaté au niveau :

- du fonctionnement des matériels,
- du fonctionnement des logiciels,
- de la transmission et la réception des données,
- de la qualité des données observées, calculées, archivées ou transmises.
- Tout dysfonctionnement des équipements de télémessure hydro climatologique dans le bassin de l'Ouergha concernés par ce marché qui découlera du présent appel d'offre.

### **ARTICLE 29 : RECEPTION DU RETABLISSEMENT D'UNE PANNE**

On considère que la panne est rétablie lorsque toutes les composantes du système sont jugées par l'ABHS exploitables dans les conditions normales.

### **ARTICLE 30 : MAINTENANCE PREVENTIVE**

Le prestataire est tenu d'effectuer deux (2) tournées de maintenances préventives par an.

Chaque tournée consiste à effectuer des visites à l'ensemble des sites de l'article 2 du présent marché et pour chaque visite le prestataire doit réaliser les actions de contrôle pour assurer le bon fonctionnement du système notamment :

- Au niveau de siège de l'Agence à Fès :
  - Vérification du serveur et du système central pour la concentration, le contrôle, le traitement et la visualisation des données ainsi que l'ensemble de ses composantes ;
  - Vérification du déport de visualisation ;
  - Vérification et mise à jour éventuelle de tous les logiciels ;
  - Vérification du système d'alimentation électrique (y compris les onduleurs, les batteries, les câbles... etc.).
- Au niveau des sites des stations hydro-climatologiques:
  - Vérification des différents équipements et capteurs installés objet de ce marché équipements (Dataloggers, Capteurs radars, Modem GSM/GPRS, pluviomètres automatique, modems radio VHF, ...etc.) ;
  - Vérification du système d'alimentation électrique (y compris les batteries et les panneaux solaires de tous les équipements, les câbles... etc.) ;
  - Calibrage des différents équipement et matériel de mesure selon les règles de l'art.
  - Relevé du niveau d'eau au niveau des stations hydrométriques pour la calibration.
  - Vérification de l'état des pylônes et ses composantes (Mâts, haubans, socle de béton, grillage, ...etc.) et l'état des abris de protection, et de procéder à la réparation si nécessaire
- Au niveau des relais :

- Vérification des différents équipements installés objet de ce marché ;
- Vérification du système d'alimentation électrique (y compris les batteries et les panneaux solaires, les câbles ... etc.) ;

Tous les travaux de vérification devront avoir lieu en présence des observateurs des stations.

La maintenance préventive comprend également la fourniture et le remplacement du consommable tel que spécifié par le constructeur.

Le programme de la tournée doit être défini par le prestataire en concertation avec le Maître d'Ouvrage. Tout changement dans le programme établi doit être notifié au MO.

Chaque visite sera sanctionnée d'une fiche de visite établie par le prestataire et validée par le représentant du Maître d'Ouvrage. Ladite fiche devra comprendre les actions de contrôle faites comme décrit ci-dessus ainsi que d'éventuelles observations sur l'environnement des équipements et des matériels de mesures pour assurer le fonctionnement normal accompagnées de photos illustratives (avant et après intervention).

Chaque tournée de maintenance préventive doit être sanctionnée par un rapport établi par le prestataire et validé par l'ABHS qui devra comporter les différentes fiches de visites.

### **ARTICLE 31 : MAINTENANCE CURATIVE**

La maintenance curative concerne l'ensemble des équipements mentionnés à l'article 2 ci-dessus au niveau des différents sites mentionnées audit article.

La maintenance curative comprend toutes les opérations de réparation ou de remplacement matérielles et logicielles, pièces de remplacement et main d'œuvre, de toutes les installations et équipements objet de ce marché.

Seules les pièces d'origine, neuves et avec des caractéristiques équivalentes ou meilleurs seront acceptées.

Quand il s'agit de remplacer une pièce défectueuse avec une autre de marque différente, le prestataire doit élaborer un rapport dans lequel il présente les caractéristiques du nouvel équipement, justifier la compatibilité de la nouvelle pièce avec les différentes composantes existantes et présenter le schéma de son intégration pour assurer le bon fonctionnement intégral du système de télémesure. Dans ce cas, le prestataire devra aussi requérir l'accord du MO avant le remplacement de la pièce défectueuse.

L'accord du MO pour installation de nouveau matériel ne désengage en aucun cas la responsabilité du prestataire pour assurer le fonctionnement intégral de la totalité des composantes du système objet de ce marché et de réparer tout dommage causé par l'installation du nouveau matériel.

Les actions à entreprendre sont :

- Le diagnostic,
- La détection et la localisation de l'anomalie,
- L'intervention de correction,
- Les essais de bon fonctionnement.

La maintenance curative sera effectuée en cas d'anomalie détectée par l'ABHS ou détectée lors d'une visite de maintenance préventive.

Chaque intervention de maintenance curative doit être sanctionnée par une fiche de maintenance curative établie par le prestataire et validé par l'ABHS.

La fiche de maintenance curative doit détailler toutes les opérations effectuées et mentionner les modules éventuellement remplacés.

## **ARTICLE 32 : RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE**

Le prestataire devra :

- Disposer d'un stock pièce de rechange adapté à la quantité des équipements du présent marché, en corollaire, le prestataire ne peut prévaloir l'indisponibilité des pièces de rechange pour justifier un retard dans les délais d'intervention de maintenance curative ;
- Disposer d'une équipe technique au Maroc permettant d'intervenir sur les sites abritant les équipements ;
- Disposer de tous les outils et équipements nécessaires pour accomplir les tâches de maintenance (moyens de locomotion, outillage, appareils de mesure, appareillage électronique de test, ...) ;
- Disposer de véhicules tout terrain pour un accès aux différents sites en tout temps.

Les frais de transport, livraison, manutention, assurances, et tous frais d'approche engagés par le prestataire, pour assurer la maintenance (préventive ou curative), sont à sa charge et sont compris dans les prix proposés.

Le prestataire garantit le maître d'ouvrage contre les dommages causés aux locaux et aux équipements présents sur les sites objet de ce marché et ayant pour origine le matériel fourni et installé ou les agissements des membres de l'équipe d'intervention du prestataire.

Le prestataire, à la demande du MO, devra fournir des synthèses de opérations de maintenance faites dans des tableurs Excel. Le canevas de ces synthèses sera validé avec la MO.

Le prestataire, à la demande du MO, est tenue de créer des vues personnalisées de la base de données SQL Server qui contient les données collectées.

L'Agence pourra demander au prestataire à ce que les équipes de maintenance soient accompagnés d'un agent du MO. Dans ce cas, le prestataire devra assurer le transport de l'Agent du MO qui accompagnera les équipes du prestataire

## **ARTICLE 33 : DELAIS D'INTERVENTION**

En cas de nécessité d'une intervention de maintenance curative, l'équipe technique du prestataire doit intervenir selon les délais suivants :

Site	Délais d'intervention de réparation sans besoin de remplacement de matériel	Délais d'intervention de réparation avec remplacement de matériel
Siège de l'ABHS à Fès	6 heures	24 heures
Stations hydro-climatologique, relais et station	48 heures	72 heures

Les délais ci-dessus sont comptés à partir de l'appel téléphonique ou réception par le prestataire, par mail ou par fax, d'une réclamation pour maintenance curative de la part d'un représentant du MO.

Les weekends et les jours fériés ne sont pas comptabilisés en temps secs, cependant en temps pluvieux, les weekends et les jours fériés sont comptabilisés dans les délais.

Le délai sera compté jusqu'à rétablissement de la panne.

## **ARTICLE 34 : DEFINITION DES PRIX**

**Prix n° 1** : Ce prix rémunère la maintenance **préventive** telle que décrite dans l'article 30 ci-dessus et après la remise par le prestataire du rapport de maintenance préventive. Ce prix est rémunéré à la tournée.

**Prix n° 2 :** Ce prix rémunère la maintenance **curative** telle que décrite dans l'article 31 ci-dessus et après la remise par le prestataire du rapport de maintenance curative. Ce prix est rémunéré **au trimestre**.

### **ARTICLE 35 : MONTANT DU MARCHE**

Le montant du marché reconductible issu de cet appel d'offres s'élève à la somme de .....DH TTC.

**ARTICLE 36 : BORDEREAU DES PRIX- DETAIL ESTIMATIF**

N°	Désignation des prestations	Unité de compte	Quantité	Prix unitaire en DH HTVA	Total Prix en DH (HTVA)
				En Chiffres	
1	Maintenance <b>préventive</b>	Tournée	2		
2	Maintenance <b>curative</b>	Trimestre	4		
	<b>Total HT en DH :</b>				
	<b>TVA en DH (20%) :</b>				
	<b>Total TTC en DH :</b>				

ARRÊTÉ LE PRÉSENT BORDEREAU DES PRIX ET DÉTAIL ESTIMATIF A LA SOMME DE :

.....



**Marché n° ...../2021**  
**Issu de l'Appel d'offres N° 53/2021/ABHS du 01/12/2021**

**OBJET : MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES EQUIPEMENTS DE  
TELEMESURE HYDROCLIMATOLOGIQUE DANS LE BASSIN DE SEBOU  
MARCHE RECONDUCTIBLE**

**POUR UN MONTANT DE :**

<b>Dressé par :</b>	<b>Vérifié et présenté par :</b>
Fès le .....	Date : .....
<b>Lu et accepté par :</b> <b>Le prestataire soussigné</b>	
Fès le .....	
<b>Visé par :</b> <b>Le Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou</b>	<b>Approuvé par :</b> <b>Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou</b>
Rabat, le : .....	Fès le .....